

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

MONDE

22 mars : journée internationale de l'eau. Quels sont les enjeux de l'accès à l'eau pour les femmes ?

A l'occasion de la journée internationale de l'eau, l'ONU a alerté sur une crise mondiale de l'eau douce imminente. Les chiffres onusiens sont alarmants, démontrant que près d'un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable (selon les critères définis par l'ONU, c'est-à-dire une source à moins de 1 km et 30 min du domicile). Pour la première fois depuis 1977, les Nations-Unies organisent une Conférence sur l'eau, réunissant près de 6500 participant·es. Toutefois, les enjeux autour de l'eau ne se cantonnent pas seulement à un accès à l'eau potable pour l'hydratation, mais aussi à l'accès aux installations et matériels d'hygiène, à l'instar des toilettes.

Les ONG spécialisées dans le droit à l'eau potable, saine et accessible alertent par ailleurs sur les conséquences disproportionnées du manque d'accès à l'eau sur les femmes et les filles. La Coalition Eau explique par exemple que la collecte de l'eau sur le territoire africain se fait principalement par les femmes et les filles, qui peuvent y passer jusqu'à quatre

heures par jour. Le temps passé par les femmes et les filles à puiser l'eau potable pour l'ensemble de la communauté est un frein pour leur insertion professionnelle et leur indépendance financière et empêche donc toute diminution des inégalités entre les femmes et les hommes.

Par ailleurs, l'eau représente un enjeu de santé publique pour les femmes. Les femmes s'exposent à des violences sexuelles et au sentiment de honte en devant s'éloigner des habitations et parfois attendre la nuit pour pouvoir uriner et déféquer. Selon une étude de 2018 en Inde, les risques de violences sexuelles sont deux fois plus importants pour les femmes devant déféquer dehors que pour celles ayant accès à des toilettes.

Dans ces conditions, l'exposition aux risques d'infections bactériennes et aux maladies dermatologiques s'accroît. En effet, il existe des menaces sanitaires dues au manque d'installations d'hygiène : diarrhées, typhoïdes, hépatite A... (1000 enfants meurent tous les jours de diarrhées causées par un accès inadéquat à l'eau, l'hygiène et l'assainissement).



Les femmes sont exposées à d'autres risques, notamment le choc toxique, les infections urinaires et autres notamment si elles sont enceintes.

Le manque d'installations et de matériels en matière d'hygiène dans les établissements publics conduit à l'expulsion des femmes de l'espace public, notamment des écoles en période de règles. Dans certains pays à l'instar de l'Inde, le manque d'installations de type toilettes est l'un des facteurs les plus prégnants expliquant la déscolarisation des jeunes filles (notamment la déscolarisation temporaire en période de règles). Selon l'ONU en 2018, 1/5 des écoles dans le monde ne sont pas équipées de toilettes.

Les politiques de développement des pays dits du "Nord" tentent de pallier à ces déficits en impulsant des projets d'assainissement des sources d'eau, de forage de nouvelles sources, d'acheminement d'eau dans les foyers... sans toutefois inclure de façon systématique les femmes locales dans les discussions. La participation et la consultation des femmes en amont des projets favorisant l'accès à l'eau saine est pourtant indispensable pour cerner la manière dont les femmes sont impactées par ce manque d'accès.

Sources :

ID4D, "De l'accès aux toilettes aux droits des femmes, il n'y a qu'un pas", 14 novembre 2019.

Coalition Eau, "Droits des femmes et droits à l'eau et à l'assainissement", 8 mars 2018.

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

ETATS-UNIS

Le rôle crucial des femmes dans l'armée américaine en Irak

Au moment de l'invasion de l'Irak menée par les Etats-Unis, les soldates étaient interdites sur le front. Mais les guerres en Afghanistan et en Irak ont brouillé

les lignes du front. De ce fait, malgré l'interdiction officielle, les femmes qui étaient à l'origine engagées en tant qu'infirmières ou officières de renseignement pouvaient se retrouver à combattre et à en payer le prix du sang. Pour contourner la loi, les commandants disaient faire des "exceptions" pour "rattacher temporairement" les femmes aux unités de combat.

Ce n'est qu'il y a 10 ans, en 2013, que le "Combat Exclusion Act" a été levé. Cette inclusion tant espérée des femmes dans les unités de combat dépend de deux évolutions majeures : une évolution des mentalités et une évolution de la manière de combattre.

En effet, l'armée américaine tente de déconstruire les stéréotypes selon lesquelles les femmes seraient moins aptes à se battre sur le front,

qu'elles devraient être protégées par les soldats hommes (et donc, un poids pour eux), en somme qu'elles n'auraient pas leur place dans les chars d'assauts ou avec des armes lourdes.

La manière de faire la guerre a évolué parallèlement à l'évolution des mentalités. En Irak notamment, faire une différence fondamentale entre "ligne de front" et le reste n'avait plus de sens. Selon Lory Manning pour le Guardian, des attaques pouvaient survenir à n'importe quel moment, notamment dans les moments de transports : les soldat-es devaient alors être prêt-es à riposter de façon constante. Aussi, il fallait parfois choisir entre transgresser la loi et envoyer une femme, ou tirer un trait sur une présence médicale. Enfin, les femmes se sont avérées être indispensables dans les rapports avec les populations. En Irak et en Afghanistan notamment, les femmes refusaient de parler à des hommes (qui plus est étrangers) ; les femmes soldates permettent ainsi d'accéder à la moitié de la population.



C'est pour cette raison qu'a été créée la "Team Lioness" dans la Marines, chargée de compléter le travail des unités de patrouille et de fouilles en s'occupant du contact et des fouilles des femmes civiles.

Ainsi, les femmes ont joué un rôle crucial pour l'armée américaine en Irak, en permettant l'accès à la moitié de la population civile qui avait été ignorée, écartée jusqu'à lors. Malgré la nécessité de leur présence, les conditions de travail sont plus difficiles pour les femmes. Les équipements ne sont pas adaptés pour des morphologies plus petites ; en disant que les uniformes sont "neutres", on entend en réalité "sculptées sur le modèle d'un homme".

Ce n'est que l'année dernière que l'armée a dessiné un soutien-gorge adapté pour les soldates. Les femmes sont donc dans des conditions moins confortables, sans doute plus fatigantes. Elles doivent par ailleurs prouver par deux fois leur engagement et leur légitimité à combattre, légitimité octroyée d'office à un soldat de la Marines. Cela est sans compter sur l'acheminement de produits d'hygiène qui peut s'avérer compliqué, car considéré comme non essentiels.

De nombreux scandales ont éclaté ces dernières années dans l'armée américaine. Milieu toujours particulièrement sexiste, naviguer en tant que femme signifie également s'exposer à des violences sexistes et sexuelles, une question que l'armée américaine n'a pas encore eu le courage de prendre à bras le corps.

Sources :

Le JDD, "Des femmes sous le feu", 20 décembre 2009.

The Guardian, "How women played crucial roles in Iraq – and changed US military forever", 21 mars 2023.

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

ETATS-UNIS

Wyoming : Premier état à interdire la pilule abortive

Vendredi 17 mars, l'État du Wyoming est devenu le premier des États-Unis à interdire officiellement la pilule abortive. a été signée par le gouverneur républicain Mark Gordon, qui a même montré son souhait d'inscrire cette interdiction dans la Constitution du Wyoming afin de la pérenniser.

Cette interdiction s'inscrit dans une stratégie plus globale et tout azimut des anti-choix américains qui s'attaquent désormais à la pilule abortive après avoir gagné le retrait de Roe v. Wade en juin dernier. Il y a quelques semaines, une plainte a été adressée au juge Matthew Kaszmarick par la "Alliance for Hippocratic Medicin" pour remettre en cause la décision de la FDA (Food and Drug Administration) de valider l'utilisation du mifépristone en 2000, une molécule utilisée pour fabriquer la pilule abortive ; cela concerne 53% des avortements aux Etats Unis.

L'Alliance dénonce les arguments scientifiques avancées par la FDA lorsqu'elle a autorisé le mifepristone et a écarté quelconque nocivité ; cette décision serait fondée sur des arguments "légaux et moraux fragiles".

Le juge Kaszmaryck a été nommé par le Président Trump en 2019 et est connu pour ses positions anti-IVG et pour ses valeurs conservatrices. S'il décidait de trancher en faveur de la demande de l'Alliance, la commercialisation de mifépristone serait mise en stand by dans l'ensemble des États américains, y compris dans les Etats farouchement attachés aux droits reproductifs et sexuels à l'instar de la Californie.

Considéré comme beaucoup d'expert-es comme incapable d'impartialité dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, c'est pourtant ce juge, militant anti-IVG, qui tient entre ses mains le pouvoir d'arrêter la commercialisation des pilules abortives à base de mifépristone sur le territoire Etats-Unis.



Le mifépristone est très efficace pour mettre un terme aux grossesses dans les premières semaines. Il est pris en complément d'un médicament à base d'une autre molécule, le misoprostol. Si l'autorisation du mifépristone venait à être remise en question, les hôpitaux, obstétricien·nes et gynécologues pourraient administrer que le misoprostol pour mettre un terme aux grossesses récentes ; bien que cette molécule ne soit pas dangereuse, elle en reste beaucoup moins efficace sans le complément du mifépristone.

En plus de mettre en péril le droit effectif à l'avortement grâce à la pilule abortive, cette bataille montre le scepticisme scientifique qui prône dans les sphères catholiques conservatrices américaines, qui remettent en cause le raisonnement scientifique au profit des valeurs religieuses et morales.

Sources :

Le Monde, "Le Wyoming devient le premier Etat américain à interdire la pilule abortive", 18 mars 2023.

L'Express, "Etats-Unis : qui est Matthew Kacsmaryk, ce juge anti-avortement qui doit statuer sur la pilule abortive?", 26 février 2023.

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

FRANCE

La ville de Strasbourg met en place un budget sensible au genre

C'est à Strasbourg que le HCE a décidé de commencer sa tournée nationale après avoir présenté son rapport sur l'état du sexisme en France (2023). Une manière de saluer la politique de la ville volontariste sur le terrain des droits des femmes, politique coordonnée par Christelle Wieder, adjointe à la maire de Strasbourg, chargée de la mise en œuvre de la politique en faveur des droits des femmes et de l'égalité.

La maire de Strasbourg, Jeanne Barseghian (EELV) a récemment annoncé préparer un budget municipal sensible au genre. Ce n'est pas la seule ville française à adopter un budget sensible au genre, mais c'est la seule à avoir été sélectionnée dans le programme européen de Budgétisation Sensible au Genre (BSG), soutenu par la Commission européenne et coordonné par Expertise France. La ville de Strasbourg bénéficiera de supports financiers et humains fournis par la Commission européenne sur une durée de 2 ans, pour être à terme, la collectivité française la plus avancée dans le domaine du BSG.

Alors, à quoi cela correspond concrètement ? Dans son acception générale, une budgétisation sensible au genre désigne une budgétisation féministe, à travers laquelle on prend en compte les inégalités entre les femmes et les hommes afin de les éliminer et promouvoir les droits des femmes. La budgétisation couvre alors de nombreux pans de la politique de la ville : les politiques urbaines, environnementales, sociales... La BSG suppose également des efforts dans l'évaluation des politiques publiques, notamment la production de données désagrégées par le sexe (voir les effets différenciés des politiques publiques sur les femmes et les hommes). Il s'agit donc d'un processus ambitieux et global nécessaire afin de promouvoir la place des femmes dans l'espace public, la participation citoyenne des femmes et au respect de leurs droits.



Pour la ville de Strasbourg, Nathalie Stey, correspondante du Monde à Strasbourg, cela passe par plusieurs initiatives : réorienter les subventions de sports pour encourager la pratique sportive des filles, financer un système de garde d'enfants pendant les assemblées de quartier ou encore financer des projets écologiques liés à la lutte contre les perturbateurs endocriniens.

De façon générale, l'adoption d'une BSG est symptomatique du rôle des collectivités dans la lutte contre les inégalités. D'une part, une majorité des Français-es vit dans une aire urbaine ou dans son cercle d'attraction. D'autre part, c'est au sein de la ville, et notamment dans son occupation genrée, que se manifestent de façon plus claire les inégalités entre les femmes et les hommes. De nombreuses études ont montré que les politiques publiques en faveur des transports en commun bénéficient surtout aux femmes qui en sont les principales usagères, à l'inverse des investissements pour la circulation automobile en ville. On sait par ailleurs que les femmes utilisent l'espace public différemment que les hommes, notamment parce que leurs déplacements sont souvent ponctués de haltes (travail-crèche-supermarché-maison), contrairement aux hommes qui font généralement des trajets plus linéaires (travail-maison).

Les urbanistes sensibles au genre alertent sur l'importance d'avoir une perspective féministe dans les politiques urbaines, surtout celles destinées à la jeunesse.

Edith Maruéjols explique par exemple que 80% des cours d'école se transforment souvent en terrain de football pour les garçons, ne laissant que 20 petits pourcents aux filles qui représentent pourtant généralement 50% des enfants. Dans la ville, ces inégalités se reproduisent, notamment dans les skateparks : bien qu'ouverts à tous, ils ne sont souvent utilisés que par les garçons. En développant une approche féministe aux politiques urbaines dans le cadre d'une BSG, il est possible de palier à cette occupation inégale de l'espace public. En rendant l'espace arboré, ouvert, sécurisé et en y disposant des tables et des bancs, on favorise l'occupation des femmes des espaces de loisirs urbains.

D'autres initiatives peuvent être prises pour rendre la ville aux femmes. Lors d'installation de pistes cyclables dans les villes, il est plus judicieux de prendre de l'espace sur la route que sur les trottoirs. En rétrécissant les trottoirs, on rend le passage plus difficile pour les poussettes et les groupes. Hors ce sont en majorité les femmes qui poussent les poussettes dans la rue ; rogner sur ces espaces, c'est de fait les exclure de l'espace public.

De ce fait, Strasbourg s'inscrit dans une démarche européenne proactive vers une plus grande participation des femmes à la vie citoyenne locale et à une occupation plus égalitaire de l'espace public. Le budget sensible au genre séduit de plus en plus de mairies en France et en Europe, Vienne en étant l'Eldorado. Quelle mairie sera la prochaine à se lancer ?

Sources :

Le Monde, "La ville de Strasbourg met en place un budget « sensible au genre »", 20 mars 2023.

AIMF, "Strasbourg : un programme de budgétisation sensible au genre", 17 octobre 2022.

Le Monde, "« Les villes ont longtemps pensé « faire du neutre » quand elles faisaient du masculin », 24 novembre 2022.